

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

FONCIER

Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon

Révision du décret de création

Consultation des collectivités

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par ordonnance du 8 septembre 2011, les articles du code de l'urbanisme (L.321-1 à L.321-28 et R.321-1 à R.3321-22) régissant les établissements publics d'aménagement (EPA) et les établissements publics fonciers (EPF) ont été modifiés afin de mieux distinguer le régime juridique qui leur est applicable, en précisant leurs compétences, leurs missions et en rénovant leur mode de gouvernance.

Ces dispositions visent principalement à harmoniser les statuts de l'ensemble des établissements et, en particulier pour les plus anciens :

- à clarifier et sécuriser le droit applicable aux EPF,
- à préciser le rôle de l'Etat dans leur gouvernance, avec notamment la prise en compte de ses orientations stratégiques dans le programme pluriannuel d'intervention (PPI) de chaque établissement et la présence de représentants au sein de leur conseil d'administration,
- à recentrer leur action sur un objectif prioritaire - la production de logements - tout en luttant contre l'étalement urbain.

L'ordonnance du 8 septembre 2011 prévoit que les décrets de création des établissements publics fonciers de l'Etat doivent être révisés pour être conformes aux nouvelles dispositions du code de l'urbanisme.

Le décret n°2008-670 du 2 juillet 2008 portant création de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) doit donc être modifié en conséquence.

L'aboutissement du nouveau décret nécessite, en préalable, la consultation pour avis du conseil régional, des conseils généraux, des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre compétents en matière de plan local d'urbanisme, ainsi que des communes de plus de 20 000 habitants non membres de tels établissements.

Dans le cadre de cette procédure, par courrier du 9 septembre 2013, Monsieur le préfet de région a soumis pour avis le projet de décret modifié à la Ville.

Cet avis doit prendre la forme d'une délibération du conseil municipal et doit être formulé dans les trois mois suivant la saisine de la Ville, soit au plus tard le 9 décembre 2013.

Le projet de révision du décret portant création de l'EPF-LR transmis par Monsieur le préfet de région ne bouleverse pas la version d'origine du document, assez récente, signée le 2 juillet 2008.

Les adaptations principales concernent la composition du conseil d'administration de l'EPF, où une place plus importante sera donnée aux représentants des intercommunalités, ainsi que le renforcement du rôle de l'Etat dans l'élaboration du programme pluriannuel d'intervention de l'établissement, cadre dans lequel s'exercent ses activités.

Dans le cadre de conventions opérationnelles, la Ville de Montpellier a confié trois missions d'acquisitions foncières à l'EPF-LR afin de s'assurer la maîtrise foncière de trois secteurs en vue de leur urbanisation future :

- convention opérationnelle "La Baume" signée le 24 février 2011,
- convention opérationnelle "Les Grèzes" signée le 22 septembre 2011,
- convention opérationnelle "ZAC du Coteau" signée le 3 mai 2011.

La révision du décret de création de l'EPF-LR proposée n'est pas de nature à affecter les missions et engagements pris respectivement par cet établissement et la Ville au travers de ces conventions.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'émettre un avis favorable au projet de révision du décret portant création de l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013